

Un rapport de l'ONU relance le débat sur la réforme de la police en Colombie

Image not found or type unknown



Bogotá, 16 décembre (RHC) Le débat sur la nécessité d'une réforme de la police en Colombie reprend force suite suite à la publication d'un rapport de l'ONU sur les abus des agents lors de la récente Grève Nationale.

Pour le politicien reconnu, Humberto de la Calle, la réforme de la police est indispensable et bien qu'il ait dit que c'est un sujet difficile, on ne peut pas avoir peur et le point est d'écouter beaucoup, de dialoguer, de persister ce qui conduirait au succès.

De la Calle, qui a été le chef de la délégation du gouvernement de Juan Manuel Santos dans les négociations et les dialogues avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie pour mettre fin au conflit armé, estime que la réforme de la police passe par la séparation de cette force de l'armée.

La Police nationale colombienne est un corps armé qui, bien que de nature civile, est rattaché depuis 1953 au Ministère de la défense. Le politicien a souligné dans son compte Twitter que «uniforme ne doit pas être synonyme d'impunité, pas plus que l'attaque de la police» et, selon lui, la sélection du personnel, la formation et les conditions de travail dignes d'un agent sont très importantes.

«Le succès, c'est de voir le Policier comme un ami», a souligné La Calle qui, dans le même temps, a souligné que le rapport de l'ONU souligne que tout gouvernement défend ses institutions, mais face aux preuves d'abus, il vaut mieux les reconnaître et les punir, au lieu de les défendre.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a présenté le rapport "Leçons apprises et observations de la Grève Nationale 2021 dans lequel il met en évidence de graves violations des droits de l'homme par la police contre les manifestants.

Parmi ceux-ci, le document mentionne des privations arbitraires de la vie et des atteintes à l'intégrité et à la sécurité de la personne, résultant de l'usage inutile ou disproportionné de la force, des arrestations arbitraires, des violences sexuelles et sexistes, et des actes de discrimination et de racisme.

Le bureau de l'ONU en Colombie a déclaré qu'entre le 28 avril et le 31 juillet, il avait reçu des informations faisant état de 63 morts dans le cadre des manifestations, dont 46 (44 civils et 2 policiers) ont pu être vérifiés.

Il a également indiqué qu'il existait «des motifs raisonnables d'affirmer que, dans au moins 28 de ces décès, les responsables auraient été des policiers».

L'enquête indique que dans 10 de ces 28 décès seraient impliqués des agents de la brigade mobile antiémeute et que «des acteurs non étatiques auraient tué 10 personnes».

«À l'avenir, l'État colombien devra faire preuve de retenue en recourant à la dispersion et à l'usage de la force, conformément aux normes internationales», note l'ONU dans ses conclusions et recommande une profonde transformation de la police antiémeute.

D'autres personnalités politiques comme le sénateur Ivan Cepeda, est l'un des promoteurs de la réforme de la police et même du démantèlement de l'escadron mobile antiémeute. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/280028-un-rapport-de-lonu-relance-le-debat-sur-la-reforme-de-la-police-en-colombie>



Radio Habana Cuba